



Convention de mise à disposition d'un local à destination de permanences de la Protection Maternelle et Infantile à la maison de l'enfance

Entre

La commune de SAINT-AVE, sise place François Mitterrand - 56890 SAINT-AVE, représentée par Madame Anne GALLO, Maire de la commune, dûment habilitée en vertu de la délibération du conseil municipal du 4 juillet 2018,

Et,

Le département du Morbihan, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département, 2 rue de Saint-Tropez - CS 82400 - 56009 VANNES Cedex, représenté par Monsieur François GOULARD, Président du conseil départemental, spécialement habilité à l'effet par la délibération de la commission permanente du conseil départemental en date du 2 avril 2015, portant délégation de signature à la directrice générale des interventions sanitaires et sociales par arrêté en date du 31 mars 2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les conditions de mise à disposition d'un local situé à la maison de l'enfance par la commune de SAINT-AVE, au département du Morbihan, pour la tenue de permanences de la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est prévue pour une durée de 12 mois minimum et prend effet le 1^{er} septembre 2018.

Cette convention sera reconductible deux fois à la date anniversaire, par tacite reconduction.

Article 3 : Dispositions concernant les locaux mis à disposition

3.1 – Désignation des locaux

La commune met à disposition du département un local situé à la maison de l'enfance, rue du Lavoir - 56890 SAINT-AVE, à usage de la PMI pour l'accueil de familles reçues par une puéricultrice lors de permanences mises en place le jeudi matin.

Ces locaux sont constitués :

- d'un hall d'accueil,
- d'une salle pour recevoir les familles,
- d'un espace change avec table à langer.

Ces locaux représentent une surface totale d'environ 55 m². Ils disposent d'une entrée indépendante au sein de la maison de l'enfance.

Un téléphone interne sera mis à disposition permettant :

- d'ouvrir à distance la porte principale de la maison de l'enfance aux familles lors des consultations
- d'être joignable si nécessaire.

Un accès au réseau internet sera également possible depuis une prise accessible dans la pièce principale.

3.2 – Destination des lieux

Les locaux sont destinés à l'usage de la direction générale des interventions sanitaires et sociales pour une permanence tenue par une puéricultrice de la Protection Maternelle et Infantile, le jeudi matin entre 8h30 et 12h30. Le preneur s'engage à occuper les lieux pour y exercer les activités relevant exclusivement des compétences du département en matière d'action sanitaire et sociale.

Aucune modification ou extension de cette destination ne pourra intervenir sans l'accord préalable écrit de la commune.

3.3 – Utilisation des locaux

Le preneur devra jouir des locaux mis à disposition conformément à leur usage.

Il s'engage à :

- respecter les mesures d'hygiène et de sécurité conformes à la réglementation et fera son affaire personnelle de tout litige lié à son activité ;
- utiliser les locaux conformément à l'objet défini à l'article 1 et sans causer de troubles anormaux à la maison de l'enfance ni au voisinage ;
- ne pas laisser les personnes circuler dans les locaux de la maison de l'enfance.

3.4 – Désignation des services

La commune met à disposition du département, une clé pour entrer dans les locaux, et sur place :

- une table et des chaises pour recevoir les familles ;
- un téléphone interne permettant d'ouvrir à distance la porte principale du bâtiment et d'être joignable si nécessaire ;
- un point d'accès internet depuis une prise réseau dans la pièce principale.

Article 4 : État des lieux

Le département déclare connaître les lieux et les accepter dans l'état où ils se trouvent et s'engage à maintenir les locaux en l'état.

Article 5 : Dispositions relatives à la responsabilité et à la sécurité

Préalablement à l'utilisation des locaux, le preneur reconnaît avoir souscrit la ou les polices d'assurance couvrant les risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux...), les responsabilités civiles vis-à-vis des tiers et des usagers, ainsi que les dommages causés au local et aux biens mobiliers pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement, au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition.

Le département s'engage à fournir les attestations d'assurance dans le mois qui suit la signature de la convention.

Il s'engage également à :

- /** avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité du bâtiment et à les appliquer ;
- /** avoir constaté, avec le maire ou son représentant, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours ;
- /** avoir procédé, avec le maire ou son représentant, à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisés.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- /** à contrôler les entrées et sorties des familles ;
- /** à respecter les règlements de sécurité en cas d'utilisation d'une source de chaleur ou d'emploi de matériel électrique ;
- /** à faire respecter les règles de sécurité aux familles et notamment à laisser libre toutes les issues (non verrouillées-non encombrées) ;
- /** à respecter les règles d'usage de la téléphonie et des accès à internet définies dans la présente convention.

Le preneur s'engage :

- /** à signaler immédiatement à la mairie tout sinistre, perte ou dégradation ;
- /** à réparer et/ou indemniser la mairie pour les dégâts matériels éventuellement occasionnés aux locaux.

Article 6 : Conditions financières de la mise à disposition

La présente mise à disposition des locaux, l'usage du mobilier et matériel, ainsi que le nettoyage courant sont consentis à titre gracieux. Ces conditions pourront être revues par les différentes parties en présence à l'issue de la période définie.

Article 7 : Dénonciation du contrat

Cette convention pourra être dénoncée par chacune des parties, par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date anniversaire.

Fait en double exemplaire à Saint-Avé, le.....

**LE MAIRE,
VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL
REGIONAL DE BRETAGNE,**

Anne GALLO

**POUR LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL,**

***et par délégation
La directrice générale des interventions
sanitaires et sociales du Morbihan,***

Marielle DOREAU